



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 131/26/AONR/CSPH/CIPM DU 21 JUIL 2026 POUR LA
REALISATION DES TRAVAUX D'EXTENSION DE L'IMMEUBLE DE
RAPPORT CSPH DE DOUALA

1. OBJET

Dans le cadre de l'amélioration de la capacité d'accueil et de la valorisation de son patrimoine immobilier, la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH) lance un Appel d'Offres National Restreint pour l'exécution des travaux d'extension de l'immeuble de rapport CSPH de Douala.

Le présent Appel d'Offres fait suite à l'Appel de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt n°03/26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM du 15/05/2026.

2. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres portent sur :

- les travaux préliminaires ;
- les travaux de gros œuvre et structure ;
- les travaux de maçonnerie et béton armé ;
- les travaux de charpente et couverture ;
- les travaux de menuiseries aluminium - PVC - vitrerie ;
- les travaux de menuiseries bois et métalliques ;
- les travaux de plomberie et équipements sanitaires ;
- les travaux d'électricité courants forts ;

3. TRANCHES/ALLOTISSEMENT

Les travaux sont répartis en un (01) lot.

4. COÛT PREVISIONNEL

Le montant TTC global du projet est de **sept milliards cent trente-quatre millions sept cent vingt-sept mille cinq cents (7 134 727 500) FCFA** ; les travaux du présent DAO seront financés par le Budget d'investissement de la CSPH des exercices 2026-2027-2028.

Cependant les travaux de l'exercice 2026 s'élèveront au montant TTC de **deux milliards quatre cent dix-huit millions (2 418 000 000) FCFA** correspondant à la première phase du projet et le montant restant soit **quatre milliards sept cent seize millions sept cent vingt-sept mille cinq cents (4 716 727 500) FCFA** correspondant aux prochains exercices.

5. DELAI D'EXECUTION

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **trente-six (36) mois** calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation est ouverte aux soumissionnaires ci-après, candidats pré-qualifiés à l'issue de l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt n° **03/26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM du 15/05/2026**. Il s'agit de :

N°	Noms des soumissionnaires préqualifiés	Adresses
1.	ETS MBAKAM	P.O BOX 14254 Yaoundé Tél. : +237 222 71 79 49 / 670 42 90 41 Email : etmbakam@yahoo.com

7. FINANCEMENT

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget d'investissement de la CSPH **des exercices 2026-2027-2028.**

Toutefois, la phase I sera financée par **le budget d'investissement de la CSPH de l'exercice 2026** à travers la ligne d'imputation : **230/14.**

8. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce n°14 du DAO. Ledit cautionnement devra **être accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun (CDEC)** conformément à lettre-circulaire n° 000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

Le montant de la caution de soumission s'élève à **cent quarante-deux millions six cent quatre-vingt-quatorze mille cinq cent cinquante (142 694 550) FCFA** toutes taxes comprises (TTC) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables auprès du Chef de Service des Marchés de la CSPH, à la porte 339 du bâtiment siège sis au Carrefour Warda à Yaoundé, téléphone 222 50 30 00, dès publication du présent Avis.

11. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables auprès du Chef de Service des Marchés de la CSPH, à la porte 339 du bâtiment siège sis au Carrefour Warda à Yaoundé, téléphone 222 50 30 00, dès publication du présent avis sur présentation d'une quittance de versement au compte spécial CAS-ARMP n° 335988-60-001.94, ouvert auprès de la Banque Internationale pour le Commerce, l'Epargne et le Crédit (BICEC), de la somme non remboursable de **huit cent mille (800 000) francs CFA**.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. REMISE DES OFFRES

Chaque offre rédigée en français ou en anglais et présentée en sept (07) exemplaires, dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir au Service des Marchés de la CSPH, porte 339 du bâtiment siège, sis au carrefour Warda à Yaoundé, téléphone 222 50 30 00, au plus tard le **11 AOÛT 2026** à **11 heures**, heure locale. Elle pourra être acheminée par poste en recommandé avec accusé de réception, ou déposée contre récépissé et devra porter la mention :

« **APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 031/26/AONR/CSPH/CIPM**
DU 21 JUIL 2026 POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'EXTENSION DE
L'IMMEUBLE DE RAPPORT CSPH DE DOUALA »

« **A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT** »

- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis s'effectuera en un (01) temps. Elle aura lieu dans la salle de réunion du 2^e étage de l'immeuble siège de la CSPH, sis au Carrefour Warda à Yaoundé, à la porte 223, le **11 AOÛT 2026** à **12 heures**, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la CSPH, siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance des offres.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur au Ministère.

rejetée.

15. CRITERES D'EVALUATION

A) CRITERES ELIMINATOIRES

Les critères éliminatoires du présent Appel d'Offres sont les suivants :

- **A l'analyse des pièces administratives :**
 - a) la non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
 - b) fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
 - c) absence de la caution de soumission « **timbrée** » accompagnée du **récépissé CDEC**.

- **A l'analyse de l'offre technique :**
 - a) dossier technique incomplet ou non conforme aux prescriptions du DAO ;
 - b) ne pas avoir obtenu au **moins 70% des « OUI »** à l'issue de l'analyse technique ;
 - c) fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
 - d) absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
 - e) absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
 - f) absence d'un document prouvant une capacité financière de **deux milliards deux cent millions (2 200 000 000)** de francs CFA ;
 - g) absence dans l'offre technique d'une déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire atteste non seulement qu'il n'a pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics.

Les critères essentiels relatifs à la qualification des candidats sont les suivants :

N°	Critères	Notation
1	Présentation de l'offre	04 critères
2	Référence du soumissionnaire	04 critères
3	Qualifications et expériences du personnel	50 critères
4	Moyens logistiques, techniques et matériels	06 critères
5	Méthodologie et organisation du travail	03 critères
6	Attestation de visite sur le site signée sur l'honneur accompagnée d'une photo du site	01 critère
7	Acceptation des conditions de Marché	02 critères
	TOTAL GENERAL	70 critères

Pour être qualifié il faut avoir satisfait au moins **quarante-neuf (49)** critères sur **soixante-dix (70)**.

16. ATTRIBUTION

Les offres seront ouvertes en un (01) temps et évaluées en trois (03) étapes (administrative, technique et financière).

Le Maitre d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre financière est évaluée la moins-disante.

17. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

24

téléphone 222 50 30 00, au plus tard quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.

19. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 21 JUL 2026

LE MAITRE D'OUVRAGE,

Copies :

- ARMP (pour publication et archivage)
- CSPH
- Maitre d'Ouvrage
- Président CIPM
- Affichage Chrono





NOTICE OF RESTRICTED NATIONAL TENDER

No. 03 /26/AONR/CSPH/CIPM OF 21 JUL 2026 FOR THE EXTENSION
WORKS ON THE HPSF RENTAL BUILDING IN DOUALA

1. SUBJECT

The Director General of the Hydrocarbons Prices Stabilization Fund (HPSF), Project Owner, hereby launches a Restricted National Call for Tenders for the extension works on the HPSF rental building in Douala.

This Call for Tenders follows the Call for Expressions of Interest No. **03/26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM of 15 of May 2026.**

2. NATURE OF SERVICES

Works, subject of this call to tender can include, without being limited to:

- Preliminary works.
- Structural and framework works;
- Masonry and reinforced concrete works;
- Carpentry and roofing works;
- Aluminium, PVC and glazing joinery works;
- Wood and metal joinery works;
- Plumbing and sanitary equipment works;
- Low-voltage and high-voltage electrical works;
- Air conditioning and ventilation works;
- Lift installation works;
- Coverings (floors, walls, false ceilings, arches), painting and finishing works;
- The supply, installation and commissioning of a high-capacity generator set;

The total cost of the project, including taxes, is **seven billion, one hundred and thirty-four million, seven hundred and twenty-seven thousand and five hundred (7,134,727,500) CFA francs**; the works covered by this tender document will be funded from the **CSPH's investment budget for the financial years 2026-2027-2028**.

However, the works for the 2026 financial year will amount to **two billion four hundred and eighteen million (2,418,000,000) FCFA**, inclusive of taxes, corresponding to the first phase of the project, and the remaining amount, namely **four billion seven hundred and sixteen million seven hundred and twenty-seven thousand five hundred (4,716,727,500) FCFA**, will be allocated to subsequent financial years.

5. EXPECTED TIMEFRAME OF EXECUTION

The execution period of the services is **thirty-six (36) months**. This deadline shall run from the date of notification of the service order to commence the services.

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation is open to the following bidders, pre-selected following the **Notice of Request for Expression of Interest No. 03/26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM of 15 of May 2026**. They include:

No.	Name of pre-selected bidders	Address
1.	ETS MBAKAM	P.O BOX 14254 Yaoundé Tél. : +237 222 71 79 49 / 670 42 90 41 Email : etsmbakam@yahoo.com
2.	GRAYSTONE	P.O BOX 33391 Yaoundé Tél. : +237 677 95 00 90 Email : graystonecameroon@gmail.com
3.	NICAM	P.O BOX 4231 Yaoundé Tél. : +237 243 20 46 17 / 699 73 16 46 Email : netnicam@yahoo.fr

8. SUBMISSION PROCEDURE

The method of submission chosen for this consultation is offline.

9. BID BOND

Each bidder must enclose in his administrative file a bid bond, paid in cash, issued by a body or financial institution accredited by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts of which the list appears in Exhibit No. 13 of the Tender Document. The bond must be accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund of Cameroon (CDEC) in accordance with Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of 05 June 2024 relating to the terms and conditions for the constitution, deposit, conservation, return and release of bonds for public contracts.

The amount of the bid bond is **one hundred and forty-two million, six hundred and ninety-four thousand, five hundred and fifty CFAF (142,694,550)** all taxes included (Inc. Taxes) and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the bids.

The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a category 1 financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts will result in the outright rejection of the bid. A submitted bid bond which is unrelated to the consultation in question shall be considered lacking.

A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. CONSULTATION OF THE TENDER DOCUMENTS

The Tender Documents may be consulted during working hours from the HPSF Contracts Service Head, Room 339 of the head office building located at "Carrefour" Warda in Yaoundé, telephone: 222 50 30 00, upon publication of this Notice.

11. ACQUISITION OF THE TENDER DOCUMENTS

It is also possible to obtain the electronic version of the documentation by downloading it free of charge from the addresses listed above for the electronic version. However, submission by post or electronically is subject to payment of the DAO purchase fee.

12. SUBMISSION OF BIDS

Each bid, written in French or English and submitted in seven (07) copies, including the original and six (06) copies marked as such, must reach the HPSF Contracts Service Room 339 of the head office building, located at "Carrefour" Warda in Yaoundé, telephone: 222 50 30 0, no later than 11 AOÛT 2026 at 11 a.m local time. Bids may be sent by registered mail with acknowledgement of receipt, or deposited against a receipt and shall be labelled as such:

**"RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER
NO. 031 /26/AONR/CSPH/CIPM OF 31 JUIL 2026 FOR THE EXTENSION WORKS
ON THE HPSF RENTAL BUILDING IN DOUALA »**

"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION"

13. ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative file, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner will declare the following bids inadmissible:

- envelopes bearing information on the identity of the bidders;
- envelopes received after the deadline for submission;
- envelopes that do not reference the name of the Tender Document;
- bids that do not comply with the method of submission;
- bids that do not comply with the number of copies specified in the General Regulations of the Invitation to Tender (GRIT), or bids in photocopies only.

A submitted bid bond which is unrelated to the consultation in question shall be considered lacking. A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14. OPENING OF BIDS

Bids shall be opened in two (02) sessions. They shall be opened in the meeting room 223, on the 2nd floor of the HPSF head office building located at Carrefour Warda in Yaoundé, on **11 AOÛT 2026** at 12 noon local time, by the Internal Tender Board of the HPSF, in the presence of bidders or their **duly mandated** representatives having perfect knowledge of the bids.

Only bidders may attend the opening session or be represented by a single person of their choice, duly authorized, even in the case of a group of companies.

Subject to rejection, the required administrative documents must be presented in originals or in copies certified by the issuing authority or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the General Regulations of the Invitation to Tender. The documents must be dated less than **three (03) months** old from the date of the initial submission of bids or must have been established after the date of signature of the Invitation to Tender.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. MAIN QUALIFICATION CRITERIA

A) ELIMINATION CRITERIA

The elimination criteria of this Call to Tender are as follows:

- **Analysis of Administrative Documents:**

- a) Incomplete or non-conforming Technical File in line with the specifications of the Tender File (TF);
- b) Failure to obtain at least **70 % of "YES"** at the end of the technical analysis;
- c) False declaration or forged document;
- d) Absence of a dated and signed integrity charter;
- e) absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- f) failure to provide a document proving financial capacity of **two billion two hundred million (2 200,000,000)** CFA francs
- g) Absence in the technical bid of a sworn declaration by which the bidder not only certifies the non-abandonment of a Contract during the last three (03) years, but also that he/she does not feature on the list of defaulting companies established yearly by the Ministry of Public Contracts.

- **Analysis of the Financial Bid:**

- a) Incomplete financial bid ;
- b) Absence of a quantified unit price.

B) ESSENTIAL CRITERIA

The essential criteria for the qualification of bidders are as follows:

N°	Critères	Notation
1	Presentation of the bid	04 criteria
2	References of the bidder	04 criteria
3	Qualifications and Experience of staff	50 criteria
4	Logistical, technical and material ressources	06 criteria
5	Methodology and organization	02 criteria

To qualify, candidates must have met at least **forty-nine (49)** out of **seventy (70)** criteria.

16. CONTRACT AWARD

Bids will be opened in one (01) phase and evaluated in three (03) stages (administrative, technical and financial).

The Project Owner will award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose financial bid is evaluated as the lowest.

17. VALIDITY OF BIDS

Bidders shall be bound by their bids for a period of **ninety (90) days** with effect from the deadline of submission of bids.

18. FURTHER INFORMATION

Any request for further information on this Call to Tender may be addressed to the Director General of the HPSF, Project Owner, Telephone 222 50 30 00, no later than fourteen (14) days before the deadline for the submission of Bids.

19. FIGHT AGAINST CORRUPTION AND MALPRACTICES

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, le **21 JUL 2026**

Copy:

- **ARMP (for publication et archives)**

PROJECT OWNER,

